



SOMMAIRE

Focus sur l'association

Editorial	3
Notre mission	5
Comprendre l'ASTM	6
Nos trois leviers d'action	7
Nos organisations partenaires dans le monde	8

Rapport d'activités 2018

Les projets de solidarité 2018	10-11
Le travail avec nos partenaires	12-13
Droits au territoire	14-15
Environnement et changement climatique	16-17
Renforcement du rôle des femmes	18-19
Travail politique	20-21
Sensibilisation et formation	22-23
Rapport financier 2018	24-26
Merci	27

Editeur Responsable

Action Solidarité Tiers Monde Asbl, RCS F6030
55, avenue de la Liberté, L-1955 Luxembourg
katrin.mockel@astm.lu
+352 400 427 - 21

Copyright 2019, mise en page, photos & contenu
Copyright pictogrammes Freepik
Tirage : 3.000 Exemplaires

CCPL IBAN LU76 1111 0099 9096 0000



EDITORIAL

Chères amies et chers amis de l'ASTM,

Permettez-nous de vous présenter notre rapport d'activités de l'année 2018. Depuis 2015 nous avons opté pour cette formule de présentation qui retrace les moments phares et les événements qui ont le plus marqué l'année écoulée. Elle explique de façon vivante les activités de l'ASTM et permet à nos donatrices et donateurs de suivre comment leurs dons sont utilisés.

2018, une année de réflexion

L'année 2018, sur laquelle nous rapportons ici, a été marquée par les préparatifs des 50 ans de l'association et surtout par les réflexions qu'on a forcément à l'approche d'un tel anniversaire. D'où venons-nous, qu'avons-nous réalisé depuis 1969, comment a évolué notre travail et qu'est-ce qui nous distingue (encore) d'autres acteurs de ce qu'on pourrait appeler "la communauté du développement" ? Cette rétrospective et le fruit de ces réflexions vous seront dévoilés un peu plus tard dans l'année.

2018 a également été une année de remise en question et d'une nouvelle définition de notre approche par rapport au travail avec nos partenaires en Afrique, en Amérique latine, en Asie et au Moyen-Orient. Ces changements ne signifient pas que l'ASTM jettera par dessus bord ses principes de fonctionnement et son approche par rapport aux questions du développement, par contre certains changements institutionnels

nous ont obligés de revoir nos actions dans ce domaine.

Tout d'abord l'année 2018 était la dernière année de l'accord-cadre en consortium que l'ASTM avait conclu ensemble avec SOS-Faim il y a une dizaine d'années. Nos deux ONGD sont tombées d'accord de ne pas poursuivre cette aventure commune, non pas parce qu'elle n'était pas couronnée de succès, mais parce que les axes de travail de nos deux ONGD sur cette région ont pris des orientations différentes. Nous avons donc pu trouver un moyen pour (ré-)intégrer nos partenaires africains en 2019 dans notre propre accord cadre conclu avec la Direction de la coopération du Ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE) pour la période de 2015 à 2019. Ces réflexions ont été couronnées par un double succès : le MAEE a validé notre approche et la dynamique des partenariats concernés continue son envol.

Pour le nouvel accord cadre que l'ASTM va conclure en 2019 pour couvrir la période de 2020 à 2024, il faut tenir compte de nouveaux critères entrés en vigueur en 2017. Afin de pouvoir continuer à bénéficier de l'apport du MAEE comme par le passé, nous avons non seulement analysé et évalué le travail réalisé, mais aussi redéfini nos axes de travail communs avec l'ensemble de nos partenaires existants.

*La solidarité en action,
depuis 50 ans !*

Entre visite des partenaires, échanges de correspondances et séances de travail, l'équipe de nos trois permanent-e-s en charge de nos partenariats au Sud et les bénévol-e-s du groupe projets ont réalisé un énorme travail qui se poursuit tout au long de l'année 2019. La note conceptuelle de notre nouvel accord cadre vient d'être acceptée et il s'agit maintenant de procéder à l'élaboration du programme complet et à la présentation des partenariats individuels. Un vaste chantier dont nous allons vous faire le rapport l'année prochaine.

Dans ce contexte, après 50 ans de solidarité en action, l'ASTM se prépare à une nouvelle étape et a besoin de votre aide pour pouvoir continuer à réaliser des programmes et actions innovantes en faveur des plus démunis. Toute l'équipe vous remercie chaleureusement pour votre soutien moral et financier qui nous permettra de relever les défis à venir.

Solidairement,

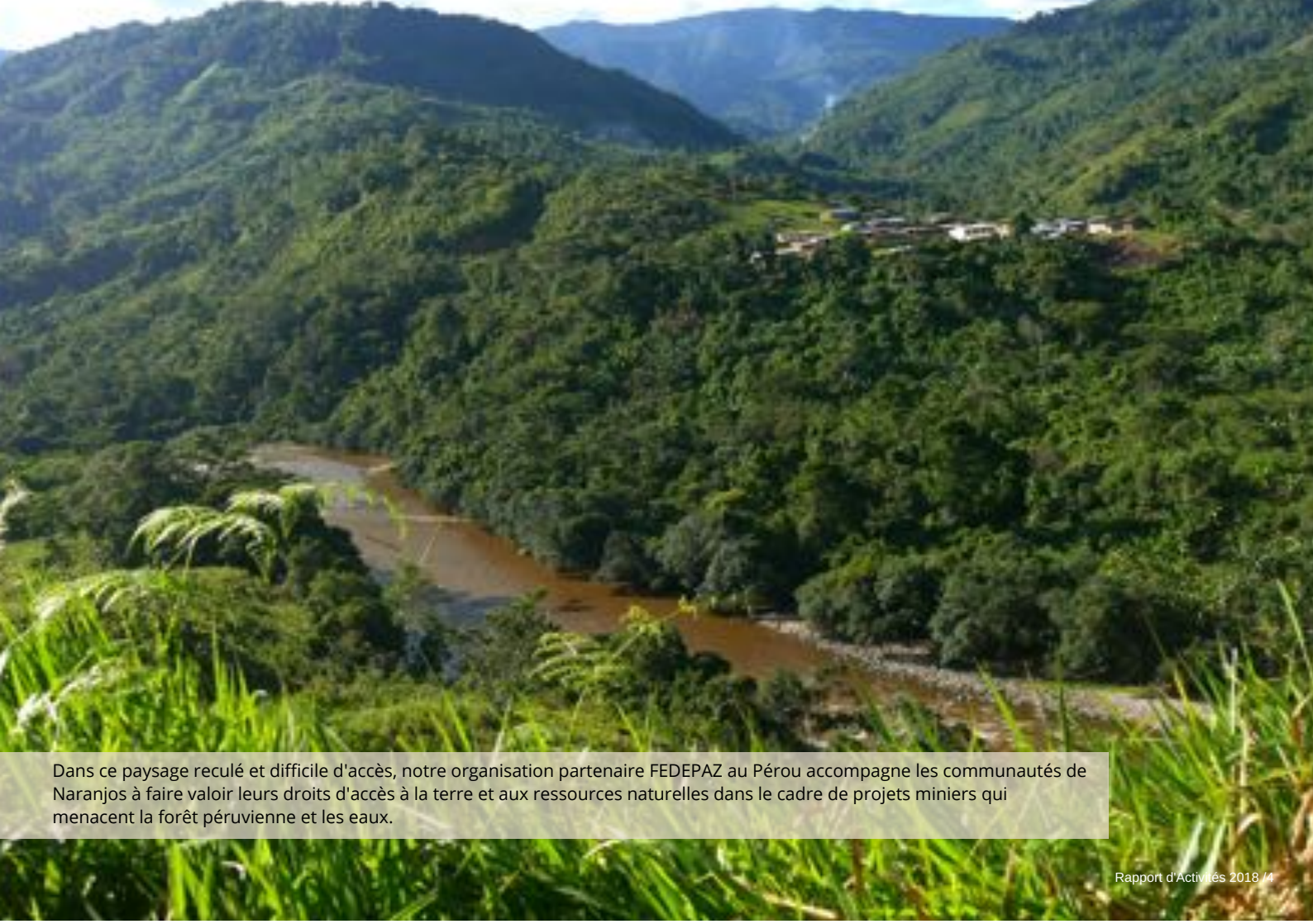
Monique Langevin

Co-présidente du conseil d'administration



Monique LANGEVIN

co-présidente du conseil
d'administration et
référente du secteur
projets



Dans ce paysage reculé et difficile d'accès, notre organisation partenaire FEDEPAZ au Pérou accompagne les communautés de Naranjos à faire valoir leurs droits d'accès à la terre et aux ressources naturelles dans le cadre de projets miniers qui menacent la forêt péruvienne et les eaux.

NOTRE MISSION

Nous agissons pour un développement fondé sur les droits humains et les valeurs suivantes :

- la **solidarité** entre les peuples, nations et cultures du monde
- la **démocratie participative** et le droit à l'autodétermination des peuples
- la **justice sociale** en tant que cadre d'émancipation des peuples et des personnes dans un environnement libre, pacifique et équitable
- le **développement durable** en tant qu'expression de la responsabilité de tout individu et de toute collectivité
- l'**égalité** entre hommes et femmes
- la reconnaissance de la **diversité culturelle** et le droit à la **liberté de conscience**.



Notre partenaire CTPA au Togo a inauguré en 2018 une nouvelle unité de production pour les femmes de Kyon. Ce nouveau site a comme objectif de procurer à 150 femmes vulnérables une source de revenu stable.

COMPRENDRE L'ASTM

Qui sommes-nous ?

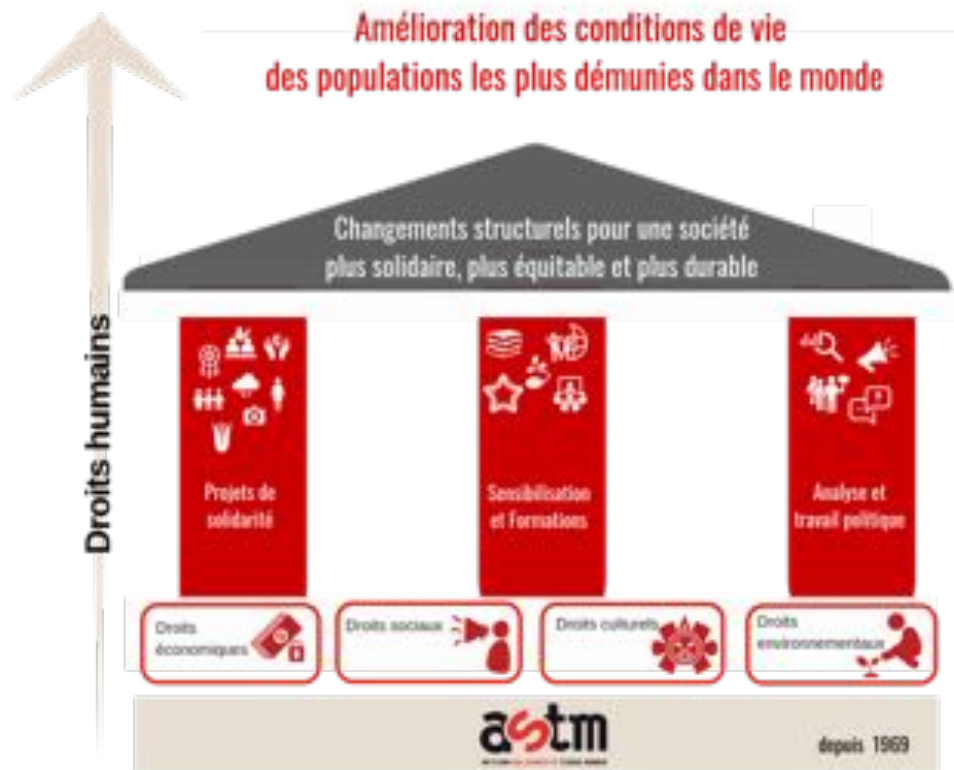
L'association Action Solidarité Tiers Monde (ASTM) est une ONG de développement luxembourgeoise qui lutte depuis 50 ans pour améliorer les conditions de vie des plus démunis. Elle s'engage pour l'émancipation politique, économique, sociale et culturelle des peuples issus des pays dits du "Tiers Monde". Au coeur de ses actions: le respect et la mise en œuvre des droits humains et environnementaux.

Que faisons-nous ?

L'ASTM agit à travers le soutien direct d'organisations partenaires en Afrique, en Asie, en Amérique latine et au Moyen-Orient, l'information, la formation et la sensibilisation des citoyens du Luxembourg, le travail politique au Luxembourg et en Europe.

Quel est notre objectif ?

Face aux limites de notre système économique et politique, nous accompagnons les citoyens, organisations et décideurs politiques dans les pays de nos partenaires et au Luxembourg. Pour devenir le levier du changement sociétal, nous les soutenons dans leurs démarches et actions nous engageant davantage pour des changements structurels qui visent une société plus juste, plus solidaire et plus durable.



NOS TROIS LEVIERS D'ACTION

ASTM met en oeuvre trois leviers d'action: l'appui des populations dans les pays dits du 'Tiers Monde' à travers ses organisations partenaires, la sensibilisation et la formation des citoyens au Luxembourg, le plaidoyer pour une évolution des politiques publiques et institutions au Luxembourg et en Europe.



Appui des projets de solidarité

L'ASTM collabore avec des organisations partenaires dans les pays du Sud qui se mobilisent pour mettre en oeuvre des projets qui améliorent la qualité de vie des populations. Pour mener à bien ces projets, l'axe principal de travail est le renforcement des capacités des partenaires et de leurs bénéficiaires. Ce renforcement est basé sur trois volets:

- **la capacité à s'organiser**, que ce soit au niveau de la gouvernance, de la finance ou de l'administration
- **la capacité technique**, afin de pouvoir offrir des services de formation, de santé et d'information sur les droits
- **la capacité d'analyse** qui est liée au plaidoyer.



Sensibilisation & Formation

Les actions de sensibilisation et de formation s'inspirent directement des réalités dans les pays du Sud. L'objectif est de renforcer la capacité des citoyens et des plateformes citoyennes à s'engager et à se mobiliser pour des changements structurels. Nos actions visent à

- permettre une meilleure compréhension des interdépendances et des mécanismes qui créent les relations injustes entre les pays du Nord et du Sud
- démanteler les idées préconçues et à favoriser un dialogue interculturel et de solidarité
- outiller des personnes relais dans les communes et les écoles luxembourgeoises pour leur travail de sensibilisation
- former nos intermédiaires à des thématiques complexes de la globalisation.



Analyse & Travail politique

Pour influencer les instances décisionnelles en vue de ces changements, l'ASTM

- analyse les développements politiques, sociaux, économiques et environnementaux
- veille à la cohérence des politiques en matière de coopération
- interpelle et mobilise les décideurs politiques au niveau local, national et européen pour mener un dialogue sur les enjeux mondiaux dans le domaine social, environnemental, économique et politique
- dénonce la non-application des cadres légaux internationaux et le non-respect des droits fondamentaux
- offre un espace de débat avec sa revue "Brennpunkt Drëtt Welt"
- renforce le travail en réseau avec d'autres organisations nationales et internationales

NOS ORGANISATIONS PARTENAIRES DANS LE MONDE

Afrique

Burkina Faso	ARFA, Association pour la Recherche et de Formation en Agro-écologie CNA-Bio, Conseil National d'Agriculture Biologique GTPA, Groupement de Transformation des Produits Agricoles
Togo	CADR, Centre d'Action pour le Développement Rural CIDAP- Centre International pour le Développement Agro-Pastoral GEME-SA, Gens des médias de la région des savanes INADES-Formation, Institut Africain pour le Développement Economique et Social Le SALUT, Solidarité en Action pour la Lutte contre la Pauvreté

Asie & Moyen Orient

Inde	CHINTAN, Environmental Research and Action Group JANA JAGARAN, Shramik Abhivrudhi Sangh SANTULAN, Social Animation towards United Liberative Action AWARD, Action for Women and Rural Development
Philippines	KMP, Kilusan Magbubukid ng Pilippinnas MASIPAG, Magsasaka at Siyentista Tungo sa Pag-unlad ng Agrikultura PDG, Paghida-et sa Kausaga Development Group PNFS, Philippine Network of Food Security Programmes NE-CBHP, Nueva Ecija Community-Base Health Program
Palestine	ALROWWAD, Pionniers de la vie PFU, Palestinian Farmers Union

Amérique latine

Bolivie	CEDIB, Centro de Documentación e Información
Brésil	MCP, Movimento das Comunidades Populares
Equateur	ACCION ECOLOGICA SOMOS FAMILIA
Honduras	CDM, Centro de los Derechos de las Mujeres CENCOP, Centro de Comunicación Popular Honduras
Guatemala	CUC, Comité de Unidad Campesina SERJUS, Servicios Jurídicos y Sociales
Pérou	ADECAP, Asociación de Defensa y Desarrollo de las Comunidades Andinas del Peru FEDEPAZ, Fundación Ecueménica por el Desarrollo y la Paz
Salvador	MIDE, Microcrédit pour le Développement COLECTIVA FEMINISTA FESPAD

NOTRE APPROCHE

ASTM ne détache pas de collaborateur dans ses pays d'intervention, ce qui lui permet d'allouer le plus de ressources possibles aux projets. Contrairement à de nombreuses autres ONG, ce sont les organisations et groupements partenaires qui agissent sur le terrain.

Ils sont ancrés dans la réalité de leur milieu social et en étroite relation avec la population bénéficiaire. Par ailleurs, ils disposent de structures démocratiques et transparentes ainsi que d'une autonomie d'action et de décision par rapport aux autorités politiques et religieuses.

Les partenariats se basent sur une collaboration qui dépasse le simple appui financier. L'ASTM et ses partenaires mettent leurs capacités et expériences au service d'un processus créatif commun qui demande confiance, respect mutuel et temps (travail à long terme).

A partir de cette collaboration, les organisations partenaires contribuent également au travail de sensibilisation et plaidoyer de l'ASTM au Luxembourg et en Europe.

AU COEUR DE NOS ACTIONS :



LES DROITS HUMAINS ET ENVIRONNEMENTAUX

LES PROJETS DE SOLIDARITÉ 2018

 Agriculture durable & sécurité alimentaire

 Jeunes

 Droit à la terre

 Renforcement du rôle des femmes

 Environnement & changement climatique

 Renforcement des compétences

 Ressources naturelles

 Populations autochtones

		DOMAINE D'INTERVENTION							DUREE DU PROJET	BUDGET TOTAL
AFRIQUE										813.311,00 €
Burkina Faso	ARFA								2018-2019	181.022,00 €
	CNA-Bio								2018-2019	38.569,00 €
	CTPA								2018-2019	63.000,00 €
Togo	APAF								2018-2019	22.064,00 €
	CADR								2018-2019	136.060,00 €
	CIDAP								2018-2019	76.829,00 €
	GEME-SA								2018-2019	63.000,00 €
	INADES								2018-2019	81.585,00 €
	LE SALUT								2018-2019	151.181,00 €
ASIE & MOYEN ORIENT										1.306.260,00 €
Inde	CHINTAN								2018-2019	78.028,00 €
	JANA JAGARAN								2016-2018	219.796,00 €
	SANTULAN								2018-2019	144.224,00 €
	AWARD								2017-2018	61.461,00 €
Palestine	ALROWWAD								2016-2018	155.000,00 €
	PFU								2018-2019	66.000,00 €
Philippines	KMP								2016-2018	147.998,00 €
	MASIPAG								2018-2019	104.887,00 €
	PDG								2017-2018	110.918,00 €
	PNFSP								2017-2019	125.140,00 €
	NE-CBHP								2018-2019	91.809,00 €

LES PROJETS DE SOLIDARITÉ 2018



Agriculture durable & sécurité alimentaire



Jeunes



Droit au territoire



Renforcement du rôle des femmes



Environnement & changement climatique



Renforcement des compétences



Ressources naturelles



Populations autochtones

		DOMAINE D'INTERVENTION							DUREE DU PROJET	BUDGET TOTAL
AMERIQUE LATINE										1.790.139,00 €
Bolivie	CEDIS								2018-2019	179.541,00 €
El Salvador	FESPAD								2017-2018	75.817,00 €
	COLECTIVA FEMINISTA								2017-2019	110.170,00 €
Brésil	ANACOP								2018-2019	94.940,00 €
Equateur	SOMOS FAMILIA								2018-2019	124.000,00 €
Honduras	CDM								2017-2019	215.476,00 €
	CENCOP								2017-2018	149.069,00 €
Guatemala	CUC								2018-2019	178.593,00 €
	SERJUS								2018-2019	174.038,00 €
Pérou	ADECAP								2018-2019	143.683,00 €
	FEDEPAZ								2017-2019	184.199,00 €
	MIDE								2018-2019	160.613,00 €

Au coeur de toutes nos actions :
le respect des droits humains



LE TRAVAIL AVEC NOS PARTENAIRES

Nous visons avant tout l'accomplissement des droits économiques, sociaux et culturels des bénéficiaires dans les domaines de l'**alimentation**, de la **participation sociale** et de l'**environnement**.

Pour cette raison, nous soutenons des projets dans le domaine de

- l'agriculture durable
- l'accès et la défense du territoire
- l'adaptation au changement climatique
- la promotion du rôle des femmes, des jeunes et des autochtones
- la gestion durable des déchets
- la production de savoir sur les ressources naturelles.

DéfenseurEs de droits: intensification des menaces

Comme signalé dans le rapport 2017, force est de constater que les personnes défendant les droits humains continuent à être la cible de toutes sortes d'attaques, parfois même mortelles. Tel a été le cas de Benjamin Ramos, directeur de notre organisation partenaire PDG aux Philippines. En effet PDG ainsi que nos partenaires KMP et NE-CBHP font face à une augmentation de la militarisation dans les zones de mise en œuvre des projets qui a eu comme conséquence une violation croissante des droits humains. En septembre 2018, KMP comptait 158 leaders paysans morts sous le régime Duterte.



A g. sur la photo, Ben Ramos assassiné le 6 novembre 2018, par balles devant un magasin sur l'île de Negros, par deux hommes cagoulés à moto. Se sachant menacé depuis longtemps, il a toujours continué à lutter pour les droits des petits paysans de l'île de Negros.



Les bombardements aériens répétés dans le Sud de Mindanao forcent de nombreuses familles à évacuer leurs habitations.

DIFFICULTÉS 2018

- 🗨 Assassinat de Ben Ramos, fondateur et directeur de notre organisation partenaire PDG aux Philippines. 158 paysans membres de notre partenaire KMP aux Philippines ont été assassinés de juillet 2016 à septembre 2018.
- 🗨 Les agents de santé de notre partenaire NE-CBHP font face à une militarisation croissante dans la région de Nueva Ecija aux Philippines les obligeant à arrêter leurs activités dans certaines municipalités
- 🗨 La criminalisation de nos partenaires défenseurs des droits humains, les menaces et les violences au Guatemala, Honduras et Bolivie

Assurer les conditions adéquates pour que la société civile puisse déployer son rôle en sécurité est un impératif pour notre ONG.

LE TRAVAIL AVEC NOS PARTENAIRES

FAITS MARQUANTS 2018

- 👍 Plus de 30 ans de partenariat avec ANACOP au Brésil. Notre partenaire a construit plus de 30 groupements actifs dans 9 Etats. Au final des milliers de personnes ont ainsi acquis des terres, de l'aide sociale, du travail, des revenus, des logements...
- 👍 CHINTAN en Inde a été sélectionné dans la commission de gestion des déchets de Delhi pour conseiller les municipalités et contribuer au plan stratégique global.
- 👍 Obtention des droits fonciers pour 400 communautés qui travaillent avec AWARD et des droits forestiers pour 200 villages de Karjat et Khalapur en Inde.
- 👍 INADES au Togo reçoit une distinction de l'Alliance pour la Souveraineté Alimentaire en Afrique pour le rôle de pionnier joué dans la mise en place du réseau national pour l'agro-écologie.
- 👍 GTPA obtient le statut de coopérative et a soumis avec succès son projet d'appui aux populations dépendantes de la forêt à un programme de financement national
- 👍 KMP et PNESP ont publié le résultat de leur enquête réalisée sur les violations des droits humains l'une à Mindanao et l'autre sur les écoles des peuples autochtones Lumad, aux Philippines, et ce malgré les menaces et conditions d'insécurité dans lesquelles vivent les victimes

En 2018 : 32 partenaires dans 12 pays d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et du Moyen-Orient



Cycle de vie des projets : du nouveau

Suite au processus d'identification de nouvelles organisations mené en 2017, nous avons défini en 2018 le cadre pour établir un nouveau partenariat en Equateur avec ACCION ECOLOGICA, une des plus importantes organisations environnementales en Amérique latine. Elle milite pour la protection de la forêt vierge amazonienne et la défense de la souveraineté alimentaire.

Le partenariat avec FDA en Equateur est lui venu à terme après 11 ans de soutien intensif dans le cadre du renforcement des compétences des victimes à faire valoir leurs droits dans le cadre de la catastrophe environnementale causée par Chevron Texaco.

En Afrique, c'est le partenariat avec CED au Togo qui est venu à terme après plus de 20 ans de collaboration dans le domaine du renforcement et de la promotion de l'agro-écologie, appui au maraîchage, aux éleveurs de petits ruminants et caféiculteurs.

L'impunité des multinationales, notamment dans le domaine de l'agriculture a des conséquences dévastatrices sur les petits paysans. Aux Philippines, c'est la sécurité alimentaire, la santé et la survie qui est en jeu.



Avec le soutien de notre partenaire AWARD qui se bat depuis 1992 pour les droits de terres des communautés Adivasi dans l'Etat de Maharashtra, 400 communautés ont obtenu leurs titres de terre et 200 villages de Karjat et Khalapur les droits forestiers communautaires.

HONDURAS, FEDEPAZ

Fondation d'études pour l'application du droit

Partenaire ASTM depuis 2011

Durée du projet: 2017 - 2019

Le Pérou a été le premier pays dans la région à se doter d'un instrument légal pour sauvegarder les droits des indigènes à leur terre : la loi de la consultation préalable approuvée en 2011. Cette loi prévoit que les communautés soient informées et consultées avant la mise en place d'un grand projet économique ou d'infrastructure sur leur territoire. Néanmoins, son application est défailante. Le Pérou est un des pays où la protection des terres autochtones a le plus régressé, résultat d'une superposition de droits incompatibles et d'une contradiction entre protection et exploitation des ressources naturelles. Les communautés continuent de faire l'objet de toute une série d'abus, ce qui provoque des conflits entre elles et les acteurs économiques, y compris l'Etat. Face à la protestation sociale, le gouvernement mise sur la répression, provoquant de nombreuses victimes, et instrumentalise le droit pénal contre les communautés. FEDEPAZ accompagne les communautés paysannes et autochtones affectées par l'activité minière et pétrolière et criminalisées. Ses avocats et une anthropologue renforcent les capacités des populations à faire connaître les violations de droits et dénoncer les lois ou décrets anticonstitutionnels.

PHILIPPINES, KMP

Mouvement paysan en lutte pour l'accès à la terre

Partenaire ASTM depuis 1999

Durée du projet: 2017 - 2018

L'augmentation des grandes plantations, de nouveaux projets miniers ou le développement des infrastructures touristiques limitent considérablement les surfaces disponibles pour les petits producteurs aux Philippines. L'impact de la réforme agraire, initiée en 1988, n'a pas débouché sur une redistribution significative des terres aux paysans, notamment en raison de la forte résistance des grandes propriétaires fonciers qui dominent également la vie politique. S'y ajoute l'absence de volonté des gouvernements successifs d'adopter des politiques de renforcement et d'appui à l'agriculture paysanne. La production agricole est également menacée par l'impact du changement climatique. A cela s'ajoute les répressions systématiques, menaces de morts, assassinats des défenseurEs de droits depuis l'arrivée au pouvoir de Duterte. KMP représente 2 millions de paysans et de travailleurs agricoles. Il revendique depuis 1985 une véritable réforme agraire qui réponde aux besoins des paysans : accès à la terre et mise à disposition des moyens de production et de crédits abordables. Le mouvement s'engage également en faveur de l'agriculture biologique qui contribue à l'amélioration de la situation économique des producteurs, de la santé et de l'environnement. Le projet actuel vise à renforcer les capacités des paysans à faire valoir leurs droits.

INDE, AWARD

Action pour les femmes et le développement rural

Partenaire ASTM depuis 2010

Durée du projet: 2018-2019

Les communautés Adivasi, premiers habitants de l'Inde, vivaient traditionnellement dans les forêts avec un accès libre à la terre et aux ressources naturelles. Cela leur permettait d'assurer leur propre subsistance. Pendant la période coloniale britannique, une partie importante des terres des Adivasi a été classifiée comme appartenant à l'Etat. La population indigène se trouvait sans accès à ses terres traditionnelles. Malgré l'existence de plusieurs lois qui prévoient un transfert de la terre aux populations indigènes qui la travaillent ainsi que la protection des communautés Adivasi, la politique de l'Etat des dernières décennies favorise plutôt l'exploitation de ces terres par les grandes entreprises. Les Adivasi doivent laisser la place à des grands projets de construction de barrages, de routes et des activités minières. En 2018, 400 communautés ont réussi à obtenir des droits fonciers. Par ailleurs, les revendications de droits forestiers communautaires ont été approuvées dans 200 villages. AWARD intervient dans l'Etat du Maharashtra. Malgré les avancées faites, il continuera à organiser et renforcer les communautés Adivasi pour qu'elles puissent résister aux tentatives de saisies de leurs terres. Il fera aussi un suivi des documents légaux et des terres communales.



En 2018, CADR au Togo a bénéficié de l'appui du programmes d'arbres fertilitaires d'APAF



Faire valoir les droits de la nature est un des objectifs de notre nouveau partenaire Accion Ecologica en Equateur



MASIPAG aux Philippines a réussi à cultiver plus de 1.500 semences résistantes aux sécheresses et inondations.

ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

TOGO, CADR

Centre d'Action pour le Développement Rural

Partenaire ASTM depuis 2013

Durée du projet: 2017-2018

La zone d'intervention couvre le canton de Kouma situé dans la région des plateaux du sud-ouest, composé de 10 villages avec une population de 15.000 habitants. L'agriculture est la principale activité économique et se fait manuellement avec des outils tels que le coupe-coupe, la houe ou le daba. L'élevage est une activité plutôt secondaire. Les populations sont confrontées à un manque de cohésion sociale grandissant qui a un effet dévastateur sur les rapports humains, la production agricole et l'environnement, notamment au niveau de la dégradation et destruction des ressources naturelles. Les structures de l'Etat sensées accompagner les paysans sont inexistantes. Les villageois sont laissés à eux-mêmes sans appui, accompagnement technique, matériel et financier. CADR tente de redynamiser le tissu social et de renforcer une approche communautaire au sein des villages, d'accompagner les communautés dans une amélioration de leur production agricole pour dégager des revenus et veiller à des pratiques agro-écologiques durables, comme par exemple via le renforcement des capacités en agro-foresterie en synergie avec notre partenaire APAF.

EQUATEUR, ACCION ECOLOGICA

Bureau pour la défense de la nature et ses droits

Partenaire ASTM depuis 2019

Durée du projet: 2019

Fin 2018 nous avons finalisé le cadre de notre partenariat avec ACCION ECOLOGICA en Equateur, seul pays au monde avec la Bolivie, à avoir reconnu constitutionnellement les droits de la nature. Depuis 2008, selon la Constitution équatorienne, la nature a le droit d'être défendue et toute personne a le devoir de la défendre. Pour leur part, les peuples et les communautés ont également des droits spécifiques reconnus dans le texte constitutionnel. L'évidence d'une relation différente entre les peuples autochtones et la nature a été très importante pour le développement des droits de la nature. Malheureusement, au mépris des droits constitutionnels, les territoires, subissent aujourd'hui encore et toujours de fortes pressions. Celles-ci sont principalement dues aux projets d'extraction (pétrole et mines) et de l'agro-industrie, qui essaie d'introduire des cultures transgéniques.

L'objectif du nouveau partenariat est de renforcer les capacités de protection de droits des populations indigènes, de contribuer à la dissémination de cette notion des droits de la nature et de sa défense en Equateur et à l'échelle internationale. Les populations doivent pouvoir avancer maintenant dans la réparation là où il y a déjà des impacts négatifs.

New!

PHILIPPINES, MASIPAG

Partenariat paysans-scientifiques pour le développement

Partenaire ASTM depuis 2009

Durée du projet: 2018-2019

MASIPAG est un réseau d'organisations paysannes, d'ONG et de scientifiques engagés qui travaille depuis sa création en 1987 en faveur d'une agriculture écologique basée sur les connaissances traditionnelles des paysans et la valorisation des variétés de riz indigènes comme alternative aux sortes hybrides et OGM. En plus, MASIPAG développe, par croisement, de nouvelles variétés de semences de riz bien adaptées aux conditions locales. Les principaux domaines d'activités comprennent la formation des paysans aux méthodes de l'agriculture biologique, la facilitation des échanges de semences et d'information entre paysans ainsi que le plaidoyer en faveur de l'agro-écologie. Actuellement le réseau compte 635 organisations paysannes, 35.000 producteurs biologiques et 60 ONG dans 48 des 80 provinces du pays. Les problèmes auxquels MASIPAG continue à faire face sont l'orientation des autorités pour une législation sur l'agriculture biologique, la protection des agriculteurs conventionnels ainsi que celle des produits bio importés, le manque d'information sur les produits biologiques et la promotion croissante des OGM.

RENFORCEMENT DES FEMMES

BURKINA FASO, CTPA

Coopérative de transformation des produits agricoles

Partenaire ASTM depuis 2015

Durée du projet: 2018-2019

Le Burkina Faso, un des pays les plus pauvres du monde, figure parmi les pays les plus vulnérables face au changement climatique et ses effets parfois catastrophiques. Celui-ci épuise non seulement les sols, mais aussi les populations, notamment les plus vulnérables telles que les femmes chargées de nourrir leur famille. Elles voient leurs moyens de subsistance en danger aggravant ainsi le risque de la faim. CTPA concentre tous ses efforts sur les femmes pour contribuer à leur inclusion socio-économique. Pour y arriver, notre organisation partenaire travaille avec des groupements de femmes qui transforment les produits agricoles et les vendent sur le marché local, créant ainsi une source de revenu.

En 2018, CTPA a inauguré un nouveau site de production de manioc en pâte qui permettra à 150 femmes d'avoir un revenu stable. Elles produisent ainsi la matière première nécessaire pour faire du 'Faso Attiéké' sur le site CTPA à Ougadougou. Le manioc fournit une alimentation de base à environ 800 millions de personnes à travers le monde avec la possibilité de transformation en plus de 40 mets. Il constitue donc une voie sérieuse au niveau de la sécurité alimentaire au Burkina Faso.

HONDURAS, CDM

Centre des droits des femmes

Partenaire ASTM depuis 2011

Durée du projet: 2017-2019

Toutes les 8 heures, un jeune est assassiné au Honduras. Certaines ONG ont même dénoncé l'existence de groupes d'extermination agissant de manière ciblée, cherchant à semer la terreur. Regardés de plus près, les chiffres montrent d'autres détails: entre 2010 et 2014, 54% des jeunes victimes provenaient d'un seul centre d'études supérieures, l'Université national du Honduras (UNAH). Le projet actuel vise donc à renforcer les capacités d'analyse et d'action politique des jeunes femmes liées au mouvement d'étudiants universitaires par le biais de la formation orientée d'après une approche genre. Le CDM est une institution qui promeut le renforcement de l'autonomie, de la justice, de l'exercice des droits, de la citoyenneté et de l'égalité politique, culturelle, sociale, juridique et personnelle des femmes. Il déploie des activités de sensibilisation et de plaidoyer au niveau national et international. Notre partenaire concentre son travail sur quatre axes: la prévention de la violence à l'égard des femmes, la participation citoyenne, les femmes et le travail, et les droits sexuels et reproductifs.

Il gère également un observatoire des droits des femmes ainsi qu'un centre de documentation et d'information.

INDE, JANA JAGARAN

Groupe pour l'éveil des peuples

Partenaire ASTM depuis 1998

Durée du projet: 2017-2018

Malgré la forte croissance économique des dernières années en Inde, la situation de la population rurale s'est considérablement détériorée à la suite de la mondialisation, une grande partie de la population vivant dans une pauvreté précaire. Cela concerne 75 % de la population dans l'Etat de Karnataka, et plus précisément les femmes. Jana Jagaran accompagne avec succès les femmes dans leur émancipation et leur autodétermination. Le projet se concentre sur trois axes. Les groupes d'entre-aides qui concernent 200 villages dans le district de Belgaum. Ils s'échangent sur des thématiques comme la santé, l'éducation, les droits des femmes. Ils sont également encouragés à constituer des fédérations pour mieux faire reconnaître leurs droits aux programmes sociaux et d'éducation. Un autre axe concerne la formation en comptabilité et administration afin de pouvoir soutenir les femmes qui se lancent dans des activités rémunératrices ou la production biologique. Le troisième axe vise 1.800 jeunes filles. Elles reçoivent une formation en couture et sont sensibilisées sur la santé des femmes et leurs droits, un programme qui réussit à faire reculer le nombre de mariages précoces.

TRAVAIL POLITIQUE

Actuellement, les politiques économiques dominantes accentuent l'accroissement des injustices et des inégalités sociales, le démantèlement des solidarités entre les peuples et au sein des Etats, ainsi que la destruction des écosystèmes. L'impact des activités des sociétés transnationales sur les droits économiques, sociaux et environnementaux des populations dans les pays du Sud est particulièrement préoccupant.

L'année 2018 a été marquée par un travail intensif sur le sujet de **l'impunité des multinationales**. Des événements politiques tels que l'élaboration du premier Plan d'action national (PAN) sur les entreprises et les droits humains du Luxembourg et les élections législatives en octobre 2018 ont donné lieu à plusieurs actions de plaidoyer et de sensibilisation.

Lancement de l'Initiative pour un devoir de vigilance des entreprises transnationales

Suite au lancement de notre campagne "NoCorporateImpunity - Droits humains avant profit", en octobre 2017, l'ASTM a réuni une dizaine d'acteurs de la société civile pour lancer en mars 2018 l'Initiative. Elle appelle à la mise en place d'une législation contraignante instaurant un devoir de vigilance pour les entreprises

transnationales domiciliées au Luxembourg. L'objectif est d'intégrer le respect des droits humains, des normes de travail ainsi que des accords et des dispositions environnementaux internationaux dans l'ensemble de la chaîne de valeur des entreprises. Les différentes actions ont fini par porter leurs fruits car les revendications de la campagne "No corporate impunity" ont été abordées dans l'accord de coalition du gouvernement élu en 2018.



Lors de la conférence-débat "Under control – how corporations determine our food system" avec Barbara Unmüßig, présidente de la Fondation Heinrich Böll, l'ASTM a sensibilisé plus de 150 personnes au problème de l'impunité des multinationales dans le secteur de l'agro-business.

Publication de l'étude Belo Monte, Odebrecht et la connexion luxembourgeoise

Toujours dans le cadre de sa campagne, l'ASTM a réalisé une étude de cas. Cette étude démontre l'impact négatif des activités de certaines entreprises transnationales établies au Grand-Duché sur les droits humains et l'environnement au Brésil et Pérou. Le groupe brésilien de construction Odebrecht a en fait créé plusieurs filiales au Luxembourg pour financer des projets d'infrastructure controversés en Amérique latine.



Brennpunkt Drëtt Welt

Elaborée par l'ASTM en collaboration avec d'autres acteurs de la société civile, le Brennpunkt se veut un espace d'expression pour les organisations de la société civile et les mouvements sociaux concernés par les questions liées au "développement". En 2018, l'ASTM a publié 4 dossiers spéciaux dont un en espagnol. Par ailleurs, l'organisation a mené une réflexion stratégique sur le positionnement de son magazine et décidé de le compléter par une version digitale qui a été mise en ligne au printemps 2019.

Plus d'informations sous brennpunkt.lu

Ratification de la convention ILO 169

Le 27 février 2018, le Luxembourg a enfin ratifié la Convention 169 de l'OIT sur la protection des droits des peuples autochtones. Il renforce ainsi la position juridique des peuples autochtones dans les conflits pour les ressources, la terre et l'eau dans leur pays. Suite à la proposition de l'ASTM, l'Alliance pour le Climat Luxembourg avait en 2012 pris une résolution pour appeler le gouvernement à ratifier cette convention. Avec plusieurs autres organisations, l'ASTM a réalisé pendant 5 ans un travail d'information et de presse, des événements de sensibilisation des jeunes et actions publiques.



En 2018, le décès de Camille Gira, ancien bourgmestre de Beckerich, et au même titre que l'ASTM, co-fondateur de l'Alliance pour le Climat Luxembourg, est décédé. L'ASTM a perdu un ami qui s'engageait sans relâche pour la justice sociale et la solidarité dans le monde.

L'ASTM a également agit au sein de différents réseaux à l'échelle nationale et internationale pour appuyer les actions et revendications politiques :

- Cercle de Coopération
- Méng Landwirtschaft
- Votum Klima
- Alliance Internationale pour le Climat
- Can-Europe
- Grupo Sur - EU Lat
- Stop Corporate Impunity

Alliance pour le Climat Luxembourg

L'année 2018 a été marquée par les élections nationales d'octobre. Un catalogue de revendications du réseau Klima-Bündnis Lëtzebuerg a été établi et envoyé aux partis représentés à la Chambre des députés. Certaines revendications ont été reprises par les partis dans leurs programmes respectifs et on peut en retrouver des parties dans l'accord de la coalition, (par exp. « tenir compte des conclusions du rapport spécial 1,5° C du GIEC..., la possibilité de légiférer sur le devoir de diligence pour les entreprises domiciliées au Luxembourg sera étudiée. »



Dans le cadre du nouveau rapport **Impunité made in Europe**, l'ASTM et le bureau allemand de l'organisation internationale de droits humains FIAN ont collaboré à l'étude du fonds AATIF (Africa Agriculture and Trade Investment Fund) basé au Luxembourg et qui finance la société Agrivision Africa en Zambie.

SENSIBILISATION ET FORMATION

Accréditation comme organisme de formation continue

Avec l'agrément comme organisateur de cycles de Formation Professionnelle Continue, le Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a reconnu l'ASTM comme organisme de formation continue officiellement accrédité. Nos formations permettent aux participants d'acquérir ou de renforcer des compétences de base en éducation au développement durable. En 2018, 2 cycles de formation pour l'enseignement secondaire et fondamentale ont pu être réalisés. La mondialisation, les droits humains et environnementaux, le changement climatique et la protection des ressources naturelles sont des domaines centraux du travail de l'ASTM et font partie intégrante de nos formations continues.

Programme éducatif dans les écoles des communes de l'Alliance pour le Climat

Au total nous avons travaillé dans 7 écoles fondamentales avec un total de 82 classes, notamment sur les champs thématiques 'Changement climatique, Forêt vierge et indigènes' et 'L'Inde des villes et des villages, les recycleurs de déchets et le changement climatique'. Un programme d'envergure a été réalisé dans la commune de Walferdange autour de notre organisation partenaire CHINTAN et la thématique des recycleurs de déchets en Inde.

A côté des ateliers, une pièce de théâtre, un défilé de mode recyclé et de la danse indienne ont été préparés et réalisés avec les enseignants pour la fête de l'école. Au niveau des jeunes, ce sont les ateliers 'Mord im Regenwald', 'Jugend im Klimawandel', 'Meine, deine unsere Kulturregeln' und 'Der wirkliche Preis meines Handys' qui ont été réalisés avec 8 classes.

Nous avons également été présents sur 15 stands publics avec des thématiques différentes pendant les événements organisés par les communes de l'Alliance pour le Climat : le changement climatique et l'alimentation, l'agro-écologie au Burkina Faso, les droits des peuples indigènes et les forêts tropicales, la biodiversité, l'accaparement des terres et l'impunité des multinationales ainsi que les parcours migratoires d'artistes africains et brésiliens vivant au Luxembourg. Pour faciliter l'accès des citoyens à une information spécialisée sur nos thématiques, nous avons également été exposant alternatif lors de différents événements à caractère commercial : la Foire Agricole, Ambiance Jardin et Art Week.

Succès pour la tournée dans 19 communes

Suite aux élections communales de 2017, l'ASTM a organisé en 2018, avec le Mouvement Ecologique, une tournée dans 19 communes pour présenter sa démarche éducative aux nouveaux conseils communaux. Des discussions intensives, des questions

CENTRE D'INFORMATION TIERS MONDE

Les efforts continus réalisés dans l'aménagement et la communication du CITIM - Centre d'Information Tiers Monde ont permis une hausse de fréquentation d'environ 600 personnes en une année pour le volet bibliothèque et le centre de rencontre et d'échange. Le catalogue "Pädagogische Angebote zum Globalen Lernen" à destination du milieu socio-éducatif, actualisé en octobre 2018, est un véritable succès. En collaboration avec de nombreuses organisations partenaires, le CITIM offre aujourd'hui l'espace pour plus de 50 ateliers ainsi que 15 coffres pédagogiques pour les classes scolaires et les groupes d'enfants et de jeunes. Par ailleurs, le CITIM a activement participé dans le groupe de travail national sur la promotion de l'Agenda 2030 qui a développé un concept pour sensibiliser le grand public.



NEED FOR SEED : pour la 2ème année consécutive, les semences cultivées de SEED Luxembourg étaient proposées au CITIM.

pertinentes et des demandes concrètes pour la mise en oeuvre des futurs programmes éducatifs ont été formulés.

Par ailleurs, trois nouvelles communes ont signalé leur intérêt d'adhérer à l'Alliance pour le Climat Luxembourg, ce qui souligne la pertinence de notre travail de sensibilisation.

Participation aux Semaines de l'Education au Développement Durable

Du 23 septembre au 7 octobre, l'ASTM a participé à cette initiative organisée par plus de 30 acteurs de la société civile. L'objectif de ces semaines était de montrer de manière ludique que d'autres alternatives à notre mode de vie actuel de consommation, de compétitivité et de croissance sont possibles.

Première pour le film documentaire sur Belo Monte et les méga-barrages

En novembre, l'ASTM et l'Alliance pour le Climat ont organisé dans le cadre du programme "Change the Power - (Em)Power to Change: Local Authorities towards the SDGs and Climate Justice" la projection du film "Count-Down am Xingu V", une première pour le Luxembourg en présence du réalisateur Martin Keßler. Le film montre les liens entre le projet de barrage et l'énorme scandale de corruption "Lava Jato" qui - à commencer par l'entreprise de construction brésilienne Odebrecht - a ébranlé toute la classe politique



brésilienne et conduit à des procès dans 12 autres pays.

Projets interculturels

Avec ces projets, l'ASTM promeut depuis 2001 la tolérance et le respect entre les cultures, en particulier dans les écoles et les organisations de jeunesse. L'ONG offre une scène aux cultures du Sud pour présenter leurs valeurs, leur complexité et leur richesse, et pour impliquer le public luxembourgeois dans des œuvres et des performances avec des artistes du Sud. Notre organisation permet ainsi l'accès à d'autres cultures en enrichissant l'expérience de chacun par des rencontres avec des artistes des pays du Sud. Dans ce sens, l'ASTM a également organisé deux semaines de lectures avec deux auteurs du Sud dans différents lycées du pays avec un total de 40 classes.

Les ateliers de danses et musiques africaines, de capoeira brésilienne, de construction de masques et d'instruments africains ont été

réalisés avec un total de 12 classes de l'enseignement fondamentale et secondaire, ainsi qu'une fête de clôture à l'Afrikafes.

" L'ouverture aux autres cultures permet aux jeunes de réfléchir à la réalité du tiers-monde."

Enseignante au LTB



RAPPORT FINANCIER 2018

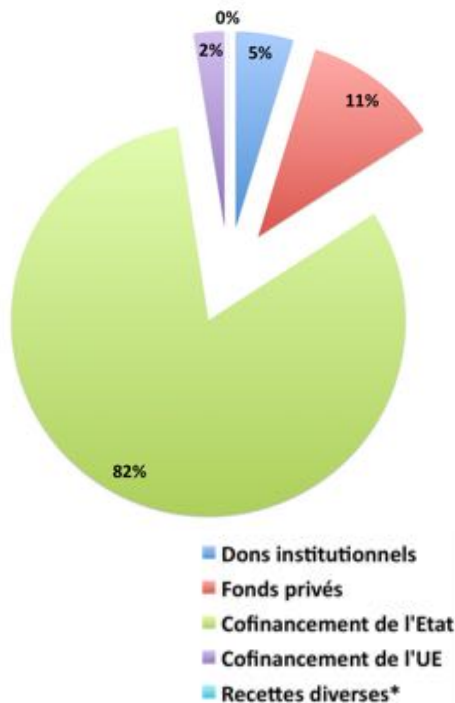
Recettes

Comme annoncé lors de la présentation du rapport de 2017, 2018 a constitué une année charnière pour l'ASTM. L'accord cadre en consortium avec SOS-Faim pour les partenariats en Afrique touche à sa fin et un nouvel accord cadre général doit être conclu en 2019 pour la période de 2020 à 2024.

Le grand défi était l'augmentation des dons d'origine privée qui sont essentiels pour les différents types de cofinancements proposés par le gouvernement luxembourgeois d'une part et l'Union européenne de l'autre.

Si les dons privés individuels ont connu une croissance remarquable de 23,16%, les dons institutionnels (communes, fondations, autres ONG...) ont accusé une baisse de 13,22 %.

Mais le volume total des dons a quand-même évolué positivement pour atteindre 505.093 euros (plus 7,79 %) – une base très réconfortante. Cependant, il reste du chemin à parcourir pour terminer la décennie avec un budget en équilibre.



Pour ne plus être obligé à devoir puiser dans ses propres réserves dès 2020 le volume des dons devra continuer de croître de l'ordre de 5 à 6% les deux exercices à venir.

*(*les recettes diverses comprennent les recettes d'activités, intérêts. Elles s'élèvent pour 2018 à 936 euros)*



Notre partenaire CHINTAN en Inde se bat pour des politiques plus respectueuses de l'environnement et les droits des recycleurs de déchets de Delhi en Inde.

RAPPORT FINANCIER 2018

Dépenses

Alors qu'en 2017 les dépenses allouées aux partenaires du Sud avaient dépassé pour la première fois deux millions d'euros, un autre record fut battu en 2018 : le volume des dépenses toutes activités confondues de l'ASTM pulvérise pour la première fois la barre des 3 millions.

Le volume des projets de solidarité atteint un nouveau record de 2,23 millions (plus 10,05% par rapport à 2017) et les activités au Nord se stabilisent à hauteur de 800.000 euros.

En y ajoutant les frais de fonctionnement (82.373 euros, soit 2,59 % du total) les dépenses atteignent en 2018 ainsi 3,18 millions d'euros – une croissance de 7,9% par rapport à l'année précédente.

La part des actions de plaidoyer et de sensibilisation avec les frais de fonctionnement ont représenté 29,90% des dépenses de l'ASTM en 2018, alors que 70,10 % ont été alloués aux partenariats dans le Sud – le principe du 2/3 pour les partenariats au Sud et 1/3 pour soutenir le changement au Nord, que l'ASTM a inscrit dans sa charte, a donc bien été respecté.



70 % de nos dépenses sont affectées au soutien à nos organisations partenaires dans le Sud

RAPPORT FINANCIER 2018

		2017	2018
Dépenses	TOTAL	2.951.457,42	3.184.841,00
PROJETS DE SOLIDARITE	Total	2.028.742,97	2.232.675,83
Transferts aux partenaires	Afrique	575.407,84	573.649,76
	Asie	519.621,04	566.382,77
	Amérique latine	735.381,81	891.716,25
Encadrement projets	Missions & travail en réseaux	26.869,71	26.267,73
	Coordination	171.462,57	174.659,32
ACTIONS AU LUXEMBOURG	Total	829.149,23	799.715,08
	CITIM	335.228,51	329.716,21
	Klima-Bündnis (sensibilisation)	230.115,51	269.975,61
	Analyse et plaidoyer politique	116.526,05	95.407,41
	Culture et divers	147.279,16	104.615,85
ACTIONS EN EUROPE	Total	51.556,18	70.076,75
Projets de sensibilisation	Europe et Luxembourg	51.556,18	70.076,75
	Partenaires au Sud	0,00	0,00
FRAIS DE FONCTIONNEMENT	Total	42.009,04	82.373,34
	Loyers (hors ED)	10.407,58	11.218,65
	Salaires (hors ED et projets)	26.984,09	35.688,66
	Collecte de fonds	4.495,46	4.334,17
	Divers et corrections de valeur	121,91	31.131,86

		2017	2018
Recettes	TOTAL	2.951.457,42	3.184.841,00
DONS	Total	422.482,07	505.093,30
	Dons et apports privés	236.960,19	291.841,19
	Dons institutionnels *	173.348,71	150.431,08
	Apports fonds propres	12.173,17	62.821,03
COFINANCEMENTS	Total	2.507.462,40	2.678.784,14
	Ministère des Affaires étrangères	2.263.052,63	2.387.383,20
	Ministère de la Culture	55.000,00	57.750,00
	Ministère de l'Éducation nationale	10.000,00	10.000,00
	Ministère du Dév. Durable & infra.	163.446,38	145.000,00
	Commission européenne	15.963,39	78.650,94
RECETTES DIVERSES	Recettes d'act. & intérêts banc. & divers	21.512,95	963,56

(* communes, fondations, autres ONG)



Restons en contact

Envie d'en savoir plus sur nos activités tout au long de l'année ?

Envoyez-nous un email
communication@astm.lu



Nous disons

MERCI

à tous nos partenaires,
donateurs et bénévoles





La solidarité, le geste qui compte !